

Etats-Unis : la politique étrangère de Joe Biden se dévoile progressivement



Les décisions du président nouvellement élu Joe Biden en matière de politique étrangère étaient attendues tant il avait affirmé vouloir représenter une « rupture » avec son prédécesseur Donald Trump. Les premiers signes laissent à penser que tout change pour que rien ne change.

Avec Alain Rodier

Les décisions du président nouvellement élu Joe Biden en matière de politique étrangère étaient attendues tant il avait affirmé vouloir représenter une « rupture » avec son prédécesseur Donald Trump. Les premiers signes laissent à penser que tout change pour que rien ne change. Les slogans « *America first* » de Trump et « *America is back* » ne sont pas si éloignés que cela si on modère la volonté plus « interventionniste » de tous les néoconservateurs présents dans les deux grands partis politiques américains mais plus particulièrement chez les démocrates. En tant que dignes héritiers de nombre d'évangélistes bigots, ils souhaitent étendre la « *bonne parole* » à l'ensemble de la planète.

Dans un premier temps, après de multiples décisions à usage purement interne (en temps de paix, un candidat à l'investiture suprême est toujours élu pour des raisons de politique intérieure et pas sur son bilan extérieur), Biden a commencé par se fâcher contre la Turquie et les Émirats arabes unis estimés trop entreprenants en Libye exigeant le retrait immédiat de

toutes les forces « *étrangères* » de ce pays, mercenaires russes et d'autres nations y compris. Bien sûr, cela n'aura aucune conséquence sur le terrain mais cela lui a permis d'affirmer sa « *détermination* » surtout au moment où l'ONU devait décider d'une nouvelle « *gouvernance* » à Tripoli. Cela entre dans le cadre de son « *America is back* ». Sur le fond de l'affaire, le cas libyen est loin d'être réglé.

Dans un deuxième temps, une grande publicité a été donnée fin janvier au périple de deux B-52 Stratofortress au dessus du Golfe persique. Ces appareils ont décollé de leur base de Barksdale située en Louisiane. Ils ont été successivement escortés par des appareils de l'US Air Force, des US Marines et, signe des temps, saoudiens. En dehors des côtés technique et tactique particulièrement impressionnants, cette mission qualifiée de « *défensive* » (à des dizaines milliers de kilomètres des États-Unis mais il est vrai que la défense commence bien au-delà des frontières) et médiatisée était destinée à « *renforcer les relations alliées* » et à démontrer la capacité américaine de « *déployer une puissance aérienne partout dans le monde pour contrôler une agression potentielle* ». Personne n'en doutait vraiment d'autant que l'armée américaine bénéficie d'une multitude de bases et de facilités sur le globe (le nombre qui reste secret tournerait autour du millier).

Même si l'Iran n'a pas été expressément mentionné, il est évident que cette manœuvre était destinée à montrer la continuité de la politique américaine vis-à-vis du régime des mollahs même si le ton adopté à la Maison-Blanche est aujourd'hui un peu moins provocateur.

Lorsque le président Vladimir Poutine a appelé Joe Biden pour le féliciter pour son élection en décembre 2020, il s'est dit « *prêt à coopérer et ouvert à tous contacts* »... Depuis, la politique de Biden à l'égard de la Russie s'est précisée. Autant dire qu'elle n'est pas particulièrement « *amicale* ». Ainsi, le ton diplomatique du nouveau secrétaire d'État, Antony Blinken, est comminatoire si l'on en croit son récit du premier contact qu'il a eu avec son homologue Sergueï Lavrov au début février. Selon lui, le but de l'entretien était de réitérer « *notre résolution à agir fermement pour défendre les intérêts US en réponse aux actions russes* ».

La réponse du diplomate expérimenté Lavrov a été plus nuancée mettant en avant les avancées atteintes dans le domaine du nouveau traité sur les armes nucléaires START (qui devrait être en vigueur jusqu'en février 2026). Il a néanmoins sous-entendu que cela ne devait pas interférer des les affaires intérieures des deux parties (comprendre: le « *cas Navalny* » qui reste un problème russe).

Biden a affirmé de son côté : « *J'ai clairement dit au président Poutine, d'une façon très différente de mon prédécesseur, que le temps où les États-Unis se soumettaient face aux actes agressifs de la Russie [...] était révolu* ». On croit rêver devant tant de morgue et de suffisance... Et au même moment, on apprend que lors d'une frappe de la Syrie en 2018 par des tomahawk US, le sous-marin de classe Virginia USS John Warner se tenait prêt à couler des navires russes croisant en Méditerranée orientale s'ils avaient tenté quelque chose contre les forces américaines.

Il est vrai que les griefs de la Maison-Blanche à l'égard de la Russie sont nombreux. Les derniers en date sont encore l'« *affaire Navalny* » et d'« *activistes poursuivis pour avoir dévoilé des faits* »

de corruption » qui « *doivent être libérés immédiatement et sans conditions* ». Quant aux cyberattaques attribuées à Moscou (les dernières contre SolarWinds mais aussi contre le gouvernement ukrainien), elles sont quasi-quotidiennes. Plus généralement la politique étrangère de la Russie est considérée comme hostile au « *monde libre* » : en Syrie par le soutien au dictateur Bachar el-Assad, les visées hégémoniques sur l'Arctique, l'annexion de la Crimée, l'entrisme en Afrique, la coopération avec la Chine et l'Iran, etc. La Russie ne trouve donc aucune grâce auprès des Américains qui, il est vrai, sont des ignares quant au monde slave...

En retour, pour Moscou, l'augmentation du nombre de manoeuvres de l'OTAN signifie que l'Alliance atlantique se prépare à un conflit militaire majeur. Des deux côtés, un complexe de la peur est en train de monter, même s'il a surtout des visées de politique intérieure. La peur reste « mauvaise conseillère » et l'Histoire a démontré qu'elle peut provoquer des catastrophes. D'ailleurs et c'est leur rôle, tous les états-majors planchent aujourd'hui sur le déclenchement d'un conflit de « haute intensité ». Les militaires de haut rang adorent cela tout en oubliant que le facteur nucléaire est toujours présent.

Il est évident que les déploiements militaires de l'OTAN dans les pays baltes et en Pologne sont des signes évidents que l'Alliance atlantique considère la Russie comme une « menace » actuelle comme c'était le cas de l'URSS (ce qui était tout à fait vrai à l'époque même si la puissance de l'ennemi potentiel avait été amplifiée à dessein par Washington).

L'installation d'éléments de la défense antimissiles des États-Unis en Europe se poursuit, théoriquement pour parer une menace balistique iranienne qui n'est pour le moment qu'embryonnaire, du moins pour les États-Unis...

L'activité militaire de l'OTAN augmente également dans les eaux de la mer Noire et de la mer Baltique qui ne sont pas particulièrement des zones d'influence américaine.

Puisque l'ennemi est bien défini par l'OTAN, une question essentielle se pose : quel est l'intérêt pour Moscou de déclencher une offensive en Europe car son idéologie communiste conquérante est enterrée depuis l'effondrement de l'URSS? La Crimée est immédiatement citée en exemple mais il semble que les intérêts géostratégiques vitaux de Moscou étaient là engagés. Il était hors de question pour le Kremlin d'abandonner le port de Sébastopol qui permet l'accès aux « mers chaudes », la vieille hantise russe depuis l'époque des Tsars ! En deuxième lieu, la terreur de voir les installations navales de Sébastopol mises à la disposition de l'OTAN par Kiev était bien réelle. Le complexe d'« enfermement » de la Russie par les forces hostiles (aujourd'hui l'OTAN) est également une constante historique. Toujours ce principe de « peur » qui revient.

Mais il semble clair que ces effets de manches sont avant tout des opérations de propagande à destination des opinions publiques intérieures qu'il s'agit de fédérer en magnifiant un danger hypothétique. Des deux côtés, les gagnants de l'affaire sont les lobbies militaro-industriels et du renseignement qui justifient ainsi leurs dépenses faramineuses qui pourraient être consacrées à d'autres sujets vitaux. Inutile de dire qu'ils poussent à la roue finançant différents

instituts de recherches et autres colloques qui sont là pour amplifier ce mouvement de terreur.

Selon les « Atlantistes », la politique de l'OTAN consiste à dissuader Moscou de se lancer dans une aventure militaire. Ils oublient juste de préciser que la « clef » de la dissuasion nucléaire (certes, elle n'est pas la seule) est dans la main du président américain (les Britanniques n'ont pas « leur propre clef », elle est à Washington) et de son homologue français, héritage du général de Gaulle qui n'avait confiance en personne et surtout pas en Washington et Londres - sans parler de Moscou et de Pékin dont il se méfiait déjà.

Au milieu de l'orage, une accalmie peut-être temporaire. Il ne semble plus être question pour Washington de torpiller le projet Nord Stream 2 (comme le souhaitait Trump) dont la mise en service était prévue au début 2020, Ce gazoduc devrait doubler les capacités de livraison de gaz russe de son aîné Nord Stream 1 (en service depuis 2012) et garantir ainsi la sécurité des approvisionnements de l'Europe occidentale - et en particulier de l'Allemagne - via la mer Baltique. Affaire à suivre...

Bien que se disant prêt à réintégrer l'accord sur le nucléaire (JCPOA) que Donald Trump a quitté en 2018 et de manière à bien montrer sa détermination, le nouveau président américain a autorisé des frappes dirigées contre des objectifs « *bien identifiés* » en Syrie contre des milices pro-iraniennes dans l'est du pays pour répondre « *aux attaques récentes contre le personnel américain et de la Coalition en Irak, et à des menaces toujours en cours contre ce personnel* ». À savoir qu'après les derniers incidents du 22 février, Washington avait affirmé que l'Iran serait tenu pour « *responsable des actions de ses affidés qui attaquent des Américains* ».

En effet, le 22 février, des roquettes étaient tombées près de l'ambassade américaine à Bagdad. Deux jours avant, des tirs avaient ciblé la base aérienne irakienne de Balad située plus au nord, blessant un employé irakien d'une entreprise américaine. Le 15 février, des roquettes avaient atteint la base militaire de la coalition internationale située à côté de l'aéroport d'Erbil au Kurdistan irakien. Deux personnes avaient été tuées dont un entrepreneur civil étranger travaillant pour la coalition.

Pour John Kirby, le porte-parole du ministère de la Défense, ces bombardements survenus dans la nuit du 25 au 26 février ont été qualifiés comme d'habitude de « *défensifs* ». Plus précisément étaient visées « *de multiples infrastructures situées à un poste-frontière utilisé par des milices soutenues par l'Iran, notamment le Kataeb Hezbollah* ». Dans la réalité, les résultats sont maigres : un seul « combattant » des milices pro-iraniennes aurait été tué et quelques baraques détruites, le tout à la frontière irakienne si bien que plus personne ne sait ce qui était vraiment ciblé en dehors de l'opinion internationale...

Et pourtant « *l'opération envoie un message sans ambiguïté ; le président Biden protégera les forces américaines et celles de la coalition* ». Mais M. Kirby a précisé qu'« *en même temps, nous avons agi de façon calculée, afin de calmer la situation dans l'est de la Syrie et en Irak* » pour éviter une « *escalade* ». Tout cela pour dire que ce bombardement américain de la Syrie dont le régime (quoiqu'on puisse en penser) est encore reconnu à l'ONU, contrevient à toutes les

règles internationales. Mais il y a bien longtemps que Washington, quelque soit l'hôte de la Maison-Blanche, ne se soucie plus de ces règles et applique son propre droit.

Au moment où le président Biden attend un geste de Téhéran avant de réintégrer l'accord JCPOA et qu'en retour, les autorités iraniennes attendent que Washington fasse le premier pas, la situation paraît désormais bien verrouillée. Depuis le début de l'année, Téhéran se livre à des provocations ne respectant plus les termes de l'accord international conclu avec les membres du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne, notamment dans le domaine de l'enrichissement de l'uranium et du contrôle des ses installations par les inspecteurs de l'AIEA...

Avec ce bombardement, il semble que Washington ait voulu reprendre l'ascendant, certainement à la grande satisfaction d'Israël qui entretenait quelques doutes sur les intentions de Biden. À n'en pas douter, la suite va être difficile et le Moyen-Orient se retrouve au début d'une nouvelle escalade que personne ne semble pouvoir maîtriser.

Selon le rapport des services de renseignement américains sur le meurtre de Jamal Khashoggi, rendu public ce 26 février, les États-Unis considèrent que le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, a « *validé* » une opération pour « *capturer ou tuer* » le journaliste saoudien. La direction du renseignement national de quatre pages dit : « *le prince héritier considérait Khashoggi comme une menace pour le royaume et plus largement soutenait le recours à des mesures violentes si nécessaire pour le faire taire [...] nous sommes parvenus à la conclusion que le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane a validé une opération à Istanbul, en Turquie, pour capturer ou tuer le journaliste saoudien Jamal Khashoggi* ».

Mais en dehors du fait que ce document évite de donner de véritables preuves de l'implication de MBS dans ce meurtre (ce ne sont que des déductions logiques), à la veille de sa publication, Joe Biden s'est entretenu avec le roi saoudien. Selon l'administration américaine, « [ils ont] *discuté de la sécurité régionale, y compris des efforts diplomatiques* [des Nations unies et de Washington pour] *mettre fin à la guerre au Yémen* ». Le président US a assuré son interlocuteur de « *l'engagement des États-Unis à aider l'Arabie Saoudite à défendre son territoire face aux attaques de groupes alignés sur l'Iran.* »

Si le président Biden entend « *recalibrer* » les relations avec l'Arabie Saoudite en particulier en ne s'adressant plus à MBS, cela risque de provoquer d'importantes difficultés puisque le roi qui est très affaibli par l'âge et la maladie a délégué presque tous ses pouvoirs à son fils qui a entièrement sa confiance.

Cela risque de mettre en difficultés la politique de rapprochement du Royaume avec Israël qui a été considérablement accélérée sous le mandat du président Trump de manière à mener une politique conjointe contre la « menace iranienne ».

Riyad peut aussi changer son fusil d'épaule dans le domaine des achats d'armements en voyant du côté de la Chine et surtout de la Russie. La dernière décision des États-Unis de geler une commande saoudienne de 3.000 bombes GBU-39 SDB qui, à l'évidence, auraient été déversées sur le Yémen, ne peut que renforcer ce processus.

Il convient de se rappeler que des protocoles d'accord ont été signés avec Moscou en 2017 pour fabriquer certains armements russes en Arabie Saoudite dont les fusils d'assaut Kalachnikov AK-103, le lance-roquettes multiple TOS-1A « Solntsepek », le missile antichar 9M133 Kornet et le lance-grenade AGS30 (selon Laurent Lagneau sur son blog Secret défense, Opex 360). Les relations entre Moscou et Riyad sont excellentes depuis la visite officielle du roi Salmane en Russie en 2017 suivie de celle du président Poutine en Arabie saoudite en 2019.

De plus, des négociations seraient en cours pour une éventuelle commande saoudienne de systèmes de défense sol-air S-400 et de chasseurs Su-35 « Flanker-E ». Il était connu que l'Arabie saoudite s'intéressait au S-400 depuis 2017 mais l'intérêt soudain porté au Su-35 surprend d'autant que si cela se faisait, cela constituerait une petite révolution dans l'armée de l'air saoudienne essentiellement formée aux États-Unis et en Grande Bretagne sans compter le problème de la maintenance... Cela dit, se serait un « bon coup » pour l'industrie militaire russe qui a déjà des visées sur les Émirat arabes unis (EAU).

Pour rester complet, il convient d'attendre l'attitude envisagée par Joe Biden vis-à-vis de la Chine qui, en dehors d'une rhétorique assez creuse, se contente de faire effectuer des ronds dans l'eau à ses navires de la 7^e Flotte. Il faut reconnaître, que la Chine représente un autre « calibre » que les adversaires désignés jusque là. 1.400 milliards d'habitants, puissance nucléaire (et les dirigeants communistes chinois n'ont certainement aucune « pesanteur sociologique » pour déclencher le feu nucléaire s'ils se sentent menacés - toujours cette notion fondamentale de « peur » -, mais développant aussi ses capacités classiques maritimes et aériennes dans le but de contrôler sa zone d'influence à la différences des États-Unis qui sont présents presque partout sur la planète. Il convient donc de ne pas froisser inutilement ses dirigeants... Il faut noter qu'ils sont totalement imperturbables par rapport aux critiques qui peuvent leur être faites sur les droits de l'Homme, etc.

Joe Biden a repris la devise de son prédécesseur Donald Trump « *America first* » à son compte mais avec une autre vision en matière de politique étrangère car les États-Unis sont pour lui « *les leaders du monde libre* ». Cela dit, ses priorités sont d'abord la Chine puis les problèmes en Europe du Nord (et dans le Grand Nord) face à la Russie, ensuite l'Afghanistan et enfin le Proche et Moyen-Orient. Il n'est pas inutile de rappeler que Joe Biden s'est souvent trompé par le passé. En 1991, il s'était opposé à la Première guerre du Golfe suite à l'invasion du Koweït par Saddam Hussein (ce fut un succès), en 2003, il a voté pour l'intervention en Irak (qui a conduit au désastre actuel), enfin il s'était félicité des résultats de l'OTAN en Libye en 2011...